

L'étonnante victoire de Félix Tshisekedi

Au Congo, les résultats de la présidentielle ont été proclamés. Et le fils d'Etienne Tshisekedi a été désigné vainqueur.

Le père en avait rêvé, le fils l'a fait. Un Tshisekedi accède enfin à la présidence du Congo. Un peu plus de deux ans après la fin théorique du mandat de Joseph Kabila, c'est Félix Tshisekedi qui a été désigné dans la nuit de mercredi à jeudi vainqueur de l'élection présidentielle du 30 décembre.

Selon les résultats officiels proclamés par la Commission électorale nationale indépendante, ce dernier a récolté un peu plus de 38 % des voix. Pourtant, au cours de la cam-

pagne, l'opposant Martin Fayulu semblait favori. La victoire de Félix Tshisekedi a étonné.

Jeudi, après plus de dix heures de silence, l'Église catholique, qui avait déployé 40.000 observateurs sur l'ensemble d'un territoire grand comme 80 fois la Belgique, a fini par réagir : « *Nous constatons que les résultats tels que publiés par la Céni ne correspondent pas aux données collectées par notre mission d'observation à partir des bureaux de vote et de dépouillement.* » Mais

la conférence épiscopale congolaise s'est bien gardée de dire si ses résultats donnaient Fayulu gagnant plutôt que Tshisekedi... et, bizarrement, elle ne félicite pas celui qui a été proclamé vainqueur. Elle précise juste « *prendre acte de la voie ouverte à l'alternance au sommet de l'Etat* ».

Dans le Bandundu, province d'où est originaire Martin Fayulu, des manifestations de mécontentement et des violences ont éclaté. Dans la province du Kwilu, plusieurs morts ont été dénombrés. ■

Kinshasa oscille entre euphorie et gueule de bois

- Les résultats de l'élection présidentielle en République démocratique du Congo ont été annoncés.
- Félix Tshisekedi est désigné vainqueur.
- Mais l'autre opposant Martin Fayulu conteste l'issue du scrutin.
- La capitale congolaise a vécu une journée toute particulière.

KINSHASA

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Euphorie ou gueule de bois. Malgré des airs de normalité, la capitale congolaise s'est réveillée passablement divisée ce jeudi matin, à l'issue d'une folle nuit de résultats électoraux, qui a consacré, provisoirement, la victoire de l'opposant Félix Tshisekedi à la tête de la République démocratique du Congo. Au grand dam des nombreux partisans kinoïses de l'autre candidat de l'opposition, pourtant donné grand favori : Martin Fayulu, et sa coalition Lamuka, soutenue par Moïse Katumbi et Jean-Pierre Bemba. Sans oublier les sympathisants

de la majorité présidentielle du FCC, déçus eux aussi par ces résultats, et réunis autour du « dauphin » Emmanuel Ramazani Shadary, qui terminerait à la troisième place du classement.

La controversée Commission nationale électorale indépendante (la Céni) avait donné le tempo mercredi en fin de journée, brisant le suspense, en convoquant la presse dès 16 h, à l'issue d'une plénière démarrée la veille au soir, à coups de grands renforts policiers en ville, suscitant curiosité et inquiétude parmi la population kinoïse, toujours traumatisée par les terribles pillages des années 90, et les dernières marches réprimées dans le sang. Après

le report initial de dimanche dernier, la Céni et son président Corneille Nangaa, ont donc surpris tout le monde en affirmant avoir finalement réussi à collecter les derniers plis contenant les procès-verbaux manuels issus des différents centres de compilation des résultats électoraux. Des rumeurs persistantes concernant de possibles « arrangements » entre la majorité, en perte de vitesse dans les sondages, et la coalition CACH menée par Tshisekedi et Kamerhe, circulaient à « Kin » et dans le pays, depuis plusieurs semaines déjà, donnant Félix gagnant, contre toute attente. Et ce, malgré les tendances relevées dans la

majorité des centres de vote du pays par les observateurs indépendants, laissant présager un large plébiscite pour Fayulu.

Rave party sur des airs de rumba

Jeudi vers 3 h du matin, au moment de l'annonce en direct du résultat sur la RTNC, les sympathisants de Félix Tshisekedi ont explosé de joie, dans la résidence de feu le paternel - l'opposant historique (et candidat malheureux à la présidentielle de 2011 face à Kabila) Etienne Tshisekedi - dans la commune populaire de Limete. Des centaines de « combattants » ivres de bonheur, ont littéralement mis le feu, et allumé quelques pétards, devant le siège du parti UDPS. 12 heures plus tard, la fête, aux allures de rave party sur des airs de rumba, ne semble pas près de s'arrêter, au sein des fidèles sympathisants du parti, qui savourent leur victoire « historique », suite à

celle, « bafouée », de 2011. Rassembleurs et pas revanchards, selon le mot d'ordre affiché par le président, ils se disent prêts à partager le pouvoir, avec tous les Congolais, et les deux autres candidats à la présidentielle, singulièrement Fayulu dont le score avancé par la Céni, même largement en-deçà des estimations, reste néanmoins important. Des étonnants remerciements à l'adresse de Kabila, autrefois l'ennemi juré, fusent aussi ici et là, pour « avoir libéré le Congo » et accepté de laisser la main...

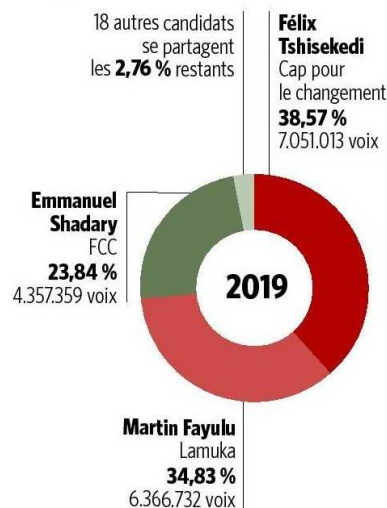
Les « Fayulistes », jusqu'au bout

Changement de ton en ville, où le faible trafic, inhabituel, du Boulevard du 30 juin, et certains magasins fermés témoignent bien d'une journée particulière, et d'un lendemain de veille certes moins euphorique pour les « Fayulistes ». Ceux-ci laissent s'exprimer à qui veut l'entendre leur co-

lère et frustration qu'on leur ait « volé la victoire ». « Mais nous n'avons pas dit notre dernier mot, nous savons qu'il y a eu tricherie, et nous comptons sur la Cour constitutionnelle, et les recours qui vont être introduits, pour faire respecter la vérité des urnes », clament en chœur un étudiant en communication sociale de 25 ans, et un pasteur de 40 ans, au milieu d'autres mines déconfites. Ces partisans de Lamuka nous affirment qu'ils iront « jusqu'au bout » de leur détermination si nécessaire... Ce qui laisserait, à nouveau, planer le doute quant à de sombres périodes, dans la bouillonnante capitale et dans le pays. Un délicat exercice de démocratie, et, avec des appels au calme qui fusent déjà de part et d'autre, un équilibre précaire à maintenir. ■

CAROLINE THIRION

Résultats de la présidentielle congolaise



684.281 voix
La différence de voix
entre Tshisekedi et Fayulu



40.024.897
Electeurs inscrits



47,56 %
Taux de participation
(-11,3 % par rapport à 2011)



1,6 million d'électeurs
n'ont pas pu voter à Beni,
Butembo et Mai-Ndombé

RÉACTIONS**Des résultats contestés**

Aussitôt les résultats dévoilés, le grand perdant de la présidentielle, Martin Fayulu, a dénoncé un « *putsch électoral* » et annoncé qu'il contestait les résultats. Le chef de file de la coalition Lamuka dispose d'un délai de deux jours pour introduire un recours auprès de la Cour constitutionnelle. « *Ces résultats n'ont rien à voir avec la vérité des urnes* », a déclaré celui qui est officiellement arrivé deuxième. Donné favori par les observateurs sur le terrain, Martin Fayulu a notamment pâti du 1,6 million d'électeurs privés de vote pour des raisons de sécurité à Beni, Butembo et Mai-Ndombe. L'écart avec Tshisekedi n'est en effet que de 684.281 voix.

Jeudi, la réaction la plus attendue était celle de l'Église catholique qui avait déployé 40.000 observateurs sur l'ensemble du territoire grand comme 80 fois la Belgique. Elle a mis plus de dix heures à réagir : « *Nous constatons que les résultats tels que publiés par la Céni ne correspondent pas aux données collectées par notre mission d'observation à partir des bureaux de vote et de dépouillement.* »

Mais la conférence épiscopale congolaise s'est bien gardée de dire si ses résultats donnaient Fayulu gagnant plutôt que Tshisekedi... et, bizarrement, elle ne félicite pas celui qui a été proclamé vainqueur. Elle précise juste « *prendre acte de la voie ouverte à l'alternance au sommet de l'Etat* ».

PH.DB.

PRIORITÉ**Rapatrifier le corps d'Etienne Tshisekedi**

Etienne Tshisekedi est décédé début février 2017 à Bruxelles. Cela fait donc bientôt deux ans que la dépouille du Sphinx patiente toujours dans un funérarium d'Ixelles. Avec l'élection de son fils Félix à la plus haute fonction de République démocratique du Congo, la question du rapatriement du corps est en tout cas déjà sur toutes les lèvres dans la commune de la Région bruxelloise. D'autant que le nouveau président avait fait des funérailles une priorité de son mandat s'il venait à être élu. En avril 2018, un accord avait été trouvé entre les autorités congolaises, la famille de l'ancien leader et l'UDPS pour organiser des funérailles à Etienne Tshisekedi, en RDC donc.

P.HN.

le vainqueur

Félix Tshisekedi, un fils du Kasai et... de la Belgique

PORTRAIT ■

Durant longtemps Félix Tshisekedi, 55 ans, a dû démontrer qu'il n'était pas seulement le fils de son père. Son père, Etienne Tshisekedi, décédé en 2017, quelques semaines après la signature de l'accord de la Saint-Sylvestre dont les négociations l'avaient épuisé, était un monument de la vie politique congolaise. A son actif : premier juriste diplômé, premier ministre de la Justice après l'indépendance, co-rédacteur des statuts du parti unique de Mobutu puis fondateur du premier parti d'opposition – l'UDPS –, nommé plusieurs fois Premier ministre sans en avoir exercé les fonctions et toujours appelé « Combattant suprême » ou « Lider Maximo »...

A l'ombre du dernier baobab

Dans cette ombre-là, immense et toujours vénérée, Félix a dû grandir, terminer ses études secondaires à Kinshasa puis s'installer en Belgique, à Tubize puis Bruxelles, au fil des exils successifs de la famille. Il a fréquenté les « combattants » du parti, pères fondateurs ou nouveaux venus militants et forger sa propre identité. Autant son père était têtu, obstiné, parfois imprévisible, autant Félix a toujours donné l'impression, à ceux qui l'ont fréquenté, d'être plus accommodant, influençable et moins clivant. À l'époque, la qualité de ses diplômes n'avait guère d'importance, n'était-il pas avant tout le fils aîné, celui que sa mère, Maman Marthe, discrète et solide, avait désigné comme successeur dans le secret des caucus fami-

liaux ?

C'est en 2016, alors que la santé de son père décline dangereusement, que Félix est nommé secrétaire général adjoint de l'UDPS. Un parachutage qui fera des jaloux parmi les militants plus engagés sur le terrain. Lors des négociations qui précèdent l'accord

de la Saint-Sylvestre, le nom de Félix est de plus en plus souvent cité pour occuper le poste de Premier ministre dévolu à l'opposition. Mais en avril, Joseph Kabila porte son choix sur Bruno Tshibala, un militant UDPS de la première heure, habilement « retourné », ce qui accentuera les divisions au sein du parti. Le 31 mars 2018, Félix Tshisekedi est élu à la présidence de l'UDPS et désigné comme candidat à l'élection présidentielle lors d'un congrès du parti. Aujourd'hui, Vital Kamerhe, un politicien averti, originaire du Sud-Kivu et ancien président de l'Assemblée nationale est le directeur de campagne de Félix et lui a amené les voix de l'est du Congo. Mais voici deux ans déjà, c'est aux côtés de Pierre Lumbi, coprésident du Rassemblement de l'opposition, que Félix faisait son apprentissage politique. Lumbi qui travaille aujourd'hui pour Moïse Katumbi...

On a beaucoup glosé sur les diplômes qu'il a présentés pour étayer sa candidature auprès de la Ceni, mais la centrale électorale s'est contentée d'une attestation d'expérience professionnelle et seul un – improbable – recours à la Cour constitutionnelle pourrait trancher cette polémique.

Compromis à la belge

Ayant longtemps vécu en Belgique, comptant un certain nombre d'amis au sein de diffé-

rentes formations politiques, Félix Tshisekedi y a acquis, selon ses proches, une fibre sociale, le désir de bien faire et, last but not least, le goût du compromis à la belge et une solide dose de bon sens. Ce bon sens s'est manifesté plusieurs fois au cours de la campagne lorsque, le premier, il a entériné l'usage de la machine à voter et lorsqu'il a accepté sans rechigner un dernier report d'une semaine, décidé par la Ceni pour des raisons techniques.

Auparavant, juste après la réunion de Genève, destinée à faire émerger un candidat unique de l'opposition, il avait inopinément renié sa signature et décidé, avec Vital Kamerhe, de faire cavalier seul. L'histoire dira si ce désistement s'inscrivait dans le cadre d'une stratégie de longue haleine, une sorte de plan B, déjà mis en œuvre par Kabila, s'il répondait à une réelle exigence de la base ou à un ordre émanant du secrétaire général de l'UDPS Jean Marc Kabund. Toujours est-il qu'en retirant sa carte du jeu, Félix affaiblissait son rival Martin Fayulu et se posait comme une solution de compromis...

Physiquement imposant, l'apparence sereine, Félix Tshisekedi se veut aujourd'hui rassurant et il peut compter sur une solide base parmi les ressortissants du Kasai, sa province d'origine. En effet, écartés du pouvoir depuis les années 60, les Kasaiens, et en particulier les Lubas, très nombreux dans la magistrature, les professions intellectuelles et artistiques,

la société civile et les défenseurs des droits de l'homme, vont probablement estimer que leur temps d'accéder au pouvoir est enfin venu et, contre vents et marées, défendre la légitimité de « leur » président. ■

COLETTE BRAECKMAN

résultats Une première pour l'opposition

Le processus a été interminable sinon épuisant. Pour les acteurs politiques, pour les observateurs et, avant tout, pour la population congolaise. Mais il a fini par aboutir. Sur le coup de trois heures du matin ce jeudi, après avoir tenu l'opinion en haleine durant une longue soirée, le président de la Céni, Corneille Nangaa, a finalement révélé le nom du vainqueur de l'élection présidentielle. Félix Tshisekedi, succédera au président Joseph Kabila qui aura présidé aux destinées du Congo durant 17 ans.

Selon les résultats provisoires présentés par la Céni, M. Tshisekedi, 55 ans, à la tête de la Coalition pour le Changement qu'il dirige avec son coéquipier Vital Kamerhe, a emporté 38,57 % des voix, contre 34,83 % pour Martin Fayulu, à la tête de la coalition Lamuka. Quant à Emmanuel Shadary Ramazani, qui avait été désigné comme successeur potentiel par le président Kabila et soutenu par la coalition Front commun pour le Congo, il vient en troisième position, loin derrière ses rivaux, avec 23,84 % des votes.

Un exercice de souveraineté

Pour le Congo, ce scrutin représente une grande première : depuis l'indépendance du pays en 1960, c'est la première fois que l'opposition accède au pouvoir à l'issue d'un vote. En outre, l'exercice électoral, long et coûteux (au-delà de 500 millions de dollars...) a été entièrement financé par le Congo lui-même, le président sortant Joseph Kabila ayant voulu en faire un exercice de souveraineté. Dans la même logique, les observateurs européens n'avaient pas été invités à suivre les opérations mais de nombreux observateurs africains assistaient aux opérations et surtout, plus de 70.000 observateurs congolais, formés et mandatés par l'Église catholique, les Églises protestantes et Symocel, émanation de la société civile, étaient présents dans plus de la moitié des bureaux de vote, 40.000 sur un total de 70.000.

Internet étant toujours coupé et les communications avec l'intérieur du pays étant difficiles, on ignore les sentiments des

Congolais vivant dans les provinces mais on sait déjà qu'à Goma, la nouvelle a été bien accueillie. Par contre, le Bandundu, province d'où est originaire Martin Fayulu, a connu des manifestations de mécontentement et des violences. C'est ainsi qu'à Kikwit, deux policiers et deux civils sont morts dans un mouvement de contestation des résultats et que la colère de la foule s'est révélée difficile à contenir. « Nous avons aussi enregistré dix blessés », a déclaré le général Dieudonné Mutepeke, chef de la police de la ville.

Plusieurs morts et des attroupements

À Kisangani (Province orientale) où Martin Fayulu avait été bien accueilli durant sa campagne électorale, ses partisans ont crié qu'on leur avait volé la victoire et la police a usé de gaz lacrymogènes et procédé à des tirs de sommation pour disperser des attroupements dans trois des cinq communes de cette grande ville du nord du pays. Alors qu'il avait rassemblé des foules considérables et avait été efficacement soutenu par ses amis politiques Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi dans l'Équateur et dans le Katanga, Martin Fayulu n'a pas caché sa déception.

Montant rapidement au créneau, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a rapidement fait écho à ce candidat qui avait les faveurs de la France, assurant que les résultats proclamés n'étaient vraisemblablement pas conformes aux résultats réels.

De son côté, Félix Tshisekedi a rendu hommage au chef de l'État sortant en assurant que Joseph Kabila « ne devait plus être considéré comme un partenaire de l'alternance démocratique » et à l'égard de ses rivaux, il a déclaré qu'il serait le président de tous les Congolais.

Il faut cependant relever que les résultats publiés ne sont encore que provisoires : seule la Cour constitutionnelle peut se prononcer sur la validité du scrutin et publier les résultats définitifs. ■

C.B. (avec AFP)

QUAND TSHISEKEDI PARLE DE KABILA

« J'ai compris que l'acte posé à Genève a été mal compris et rejeté par la base. Par conséquent, je retire ma signature de cet accord »

12 NOVEMBRE 2018

« Il est évident que Joseph Kabila pourra vivre tranquillement dans son pays. (...) Un jour nous devons même songer à lui rendre hommage pour avoir accepté de se retirer. Pourquoi ne pas lui confier des tâches diplomatiques spéciales ? »

7 JANVIER 2019 AU « SOIR »

« Je rends hommage au président Joseph Kabila. Aujourd'hui, nous ne devons plus le considérer comme un adversaire mais plutôt comme un partenaire de l'alternance démocratique dans notre pays »

10 JANVIER 2019

« Ne pas rester au pays »

Le processus électoral en République démocratique du Congo « a été chaotique », a indiqué jeudi le ministre MR des Affaires étrangères, Didier Reynders, affirmant pouvoir « *comprendre les inquiétudes que l'on exprime déjà en plusieurs endroits* ». Via un communiqué, il a également transmis un message aux Belges présents sur place : « *Nous avons renforcé nos messages à l'égard des Belges sur place, en leur demandant si possible de ne pas rester au pays s'il n'y a pas d'obligations. Un grand nombre a déjà pris ses dispositions.* »

Appel au calme

La communauté internationale a quant à elle appelé au calme. Dès jeudi matin, le chef de l'ONU Antonio Guterres a exhorté à « *s'abstenir d'actes violents* » dans un pays marqué par de nombreux conflits internes et deux guerres régionales. L'Union européenne et l'Union africaine ou l'Afrique du Sud ont appelé au calme. Le Conseil de sécurité des Nations unies doit se réunir vendredi pour discuter de la situation en RDC. De son côté, le président sud-africain Cyril Ramaphosa a « *pris note* » des résultats provisoires et appelle au calme « *tous les partis* » pour que la Commission électorale (Céni) « *termine son*

travail constitutionnel sans interférence ni pression ».

Des sympathisants fêtent à Bruxelles

Une cinquantaine de personnes étaient réunies, jeudi à 19 h, au Stanhope Hôtel à Bruxelles, pour célébrer l'annonce par la Céni. Au total, une centaine de personnes sont attendues dans la soirée. « *Nous ne sommes pas dans le triomphalisme, mais plutôt dans un esprit de réconciliation nationale* », commente Christian Buhendwa, président fédéral UNC/Belgique. « *Nous voulions le changement et nous y sommes* ».